

Les relations avec la France

Mulroney veut débloquent certains dossiers

BERNARD DESCÔTEAUX

OTTAWA - Désireux d'accroître sensiblement les échanges économiques et commerciaux avec la France, le gouvernement Mulroney est prêt à donner le coup d'épaule nécessaire pour «débloquent certains dossiers importants en faveur de la France».

De passage au DEVOIR la semaine dernière, le premier ministre Brian Mulroney démontre ainsi sa volonté de manifester aux Français la bonne foi des Canadiens, bonne foi qui n'a pas toujours été présente au

cours des années passées alors que des investisseurs français étaient échaudés par l'attentisme du gouvernement canadien, estime-t-il.

Le premier ministre, qui effectuera les 20 et 21 février une visite officielle en France à l'invitation du président François Mitterrand, croit qu'un sérieux coup de barre s'impose. Dans l'immédiat, il semble qu'aucun projet majeur ne puisse venir concrétiser cette nouvelle volonté, si ce n'est, a-t-on appris, un certain intérêt du Canada pour le projet européen de recherche spatiale Euréka auquel tient particulièrement la France.

Le coup de barre que le premier ministre veut donner aux relations entre les deux pays s'explique d'une part par sa conviction que les relations culturelles ne sont pas suffisantes. Il faut une solide coopération économique, estime-t-il, croyant que les Français ont par exemple tout avantage à «se servir du Canada comme point de départ d'une opération internationale en cette terre d'Amérique». Mais il y a aussi le fait que la coopération économique actuelle lui apparaît plus qu'insuffisante.

Les échanges commerciaux entre les deux pays sont tout simplement dérisoires, selon la propre expression de M. Mulroney. La France est le 9e partenaire commercial du Canada avec, en 1984, un volume d'échanges de \$1.9 milliard. Comparé aux échanges avec le Japon qui sont de \$12 milliards, ce n'est pas sérieux, dit-il. Notons que pour les 10 premiers mois de 1985, le Canada a importé pour \$1.1 milliard de produits français et exporté en France pour un peu plus de \$600 millions.

Cette situation est le reflet d'une mentalité de guerre des drapeaux qui a si longtemps caractérisé les relations entre les deux pays. «Je veux que les Français voient le Canada dans le sens inverse. Non seulement comme une terre d'amis mais comme un endroit pour des investissements et une collaboration économique extraordinaire, a-t-il dit, ajoutant: je veux débloquent certains dossiers importants en faveur de la France».

Le premier ministre Mulroney croit que les Canadiens n'ont pas toujours été justes envers les Français, manifestant une certaine indifférence lorsque venait le temps de passer de la parole aux gestes dans des projets importants de coopération économique. Il évoque à cet égard le projet avorté de coopération franco-canadienne pour la production de l'avion Airbus. Il explique que les Français ont travaillé durement et dépensé une fortune pour rester avec l'impression en fin de compte d'avoir été induits en erreur par le gouvernement canadien. À son avis, «les Français ont eu à certaines occasions des raisons d'être craintifs quant à l'attitude du gouvernement

canadien, quant à l'accueil véritable qu'on leur faisait, quant à la façon dont on les percevait».

«Le gouvernement fédéral aurait pu intervenir plus vigoureusement dans certains dossiers par le passé, croit M. Mulroney qui dit avoir pour sa part la volonté de le faire. «Nous allons de notre côté donner certains signaux», promet-il, indiquant du même coup que c'est probablement ce qui a manqué lorsque le premier ministre Trudeau a voulu relancer les échanges entre les deux pays.

Lorsqu'il s'agit de préciser la nature des interventions auxquelles il songe, M. Mulroney reste vague. Il se contente d'évoquer un exemple. Si on parle d'acheter un ordinateur qui parle français, devons nous, demande-t-il, l'acheter aux États-Unis et nous occuper de la traduction des logiciels ou devons nous l'acheter en France.

Le Canada et la France n'ont cependant aucun projet de coopération d'envergure pour l'instant. Le seul projet important que pourront discuter le premier ministre Mulroney et le président Mitterrand portera plutôt sur une éventuelle participation canadienne au projet européen de recherche spatiale Euréka. Il est trop tôt pour l'instant pour parler plus que d'intérêt de la part du Canada, indique-t-on au gouvernement.

Le changement d'attitude est amorcé depuis quelques mois. M. Mulroney dit avoir pris conscience des problèmes existants lors de la visite du premier ministre français Laurent Fabius en novembre 1984. Au lendemain de cette visite, il a donné des directives à ses ministres, de vive voix et par écrit, pour leur indiquer qu'ils n'étaient pas des spectateurs mais qu'ils devaient intervenir en faveur des positions françaises en diplomatie comme dans les dossiers économiques.

Cette volonté d'améliorer les échanges économiques entre les deux pays se justifie amplement du fait, croit le premier ministre, que «si quelque chose est axé exclusivement sur une question culturelle, cela risque de ne pas durer longtemps. Il y aura toujours des affinités de langue et de culture. Mais ce n'est pas assez», assure-t-il.